

Union européenne de transfert, le présage allemand et comment le contrer

de Wolfgang Vonnemann, Berlin

Pour la première fois dans l'histoire de l'intégration européenne, l'Europe va pouvoir émettre des obligations quasi-souveraines pour financer son programme d'aide à la Corona et pour aider les États membres de l'UE avec des subventions non remboursables. Un droit fiscal européen distinct est en cours de discussion pour refinancer la dette européenne.

Ce qui pour la France est un premier pas historique vers une union de transfert tout à fait dans l'esprit du débat initié par Emmanuel Macron sur la construction de la "souveraineté européenne" est décrit de manière résolument défensive en Allemagne comme une exception ponctuelle dans une crise aux proportions historiques. L'Allemagne manque ainsi l'occasion de participer activement au développement de l'Union européenne voulu par le président français et de trouver ainsi une sortie à l'union de transfert.

Une proposition franco-allemande a jeté les bases d'une décision de l'UE qu'un certain nombre d'observateurs politiques et le président français lui-même ont qualifiée d'"historique" - historique parce que pour la première fois, l'UE devrait pouvoir emprunter à grande échelle, c'est-à-dire d'emprunter sur le marché des capitaux. Il est déjà question d'assurer le refinancement du paquet d'aides également par le biais de taxes prélevées par l'UE.

Pour Emmanuel Macron, comme il l'a expliqué dans une longue interview au magazine "Le Grand Continent", cette décision est un compromis historique qui crée une "union de transfert" "basée sur une signature commune et une dette commune". Et cette union de transfert est, pour le président français,

"vraiment un point clé pour construire cette souveraineté de l'euro et en faire une vraie monnaie qui ne dépende pas des autres, ou beaucoup moins des autres, et pour créer une souveraineté budgétaire à l'intérieur de nos frontières".

Deux fois Macron utilise le terme "souveraineté" dans cette citation, et cela montre que le président français considère l'accord sur le Fonds Corona comme une étape sur le long chemin de la "construction de la souveraineté

européenne". C'est le principe directeur de son agenda politique européen, qu'il a résumé ainsi dans son discours à la Sorbonne le 26 septembre 2017:

"Seule l'Europe peut garantir une véritable souveraineté, c'est-à-dire la capacité d'exister dans le monde d'aujourd'hui pour défendre nos valeurs et nos intérêts. Il est nécessaire de construire la souveraineté européenne, et il est nécessaire de la construire".

Parmi les domaines dans lesquels les États-nations européens, grands ou petits, ne sont précisément plus en mesure de défendre leurs intérêts par eux-mêmes, Emmanuel Macron voit également la défense extérieure, y compris la sécurisation des frontières extérieures, la politique étrangère et une politique fiscale européenne, dont la nécessité est évidente dans les crises de toute nature.

Pour la France, l'Europe s'est au moins rapprochée d'une union fiscale européenne avec le paquet d'aides Corona.

Déjà dans la phase de formation de l'union monétaire, l'Allemagne a fait adopter des accords tels que le pacte de stabilité, qui devait fixer des limites à l'endettement et garantir l'existence de la monnaie commune. Elle a accordé une importance particulière à un règlement ("no-bailout") interdisant la responsabilité conjointe pour les dettes des États membres. Derrière l'interdiction du financement monétaire de l'État se cache la crainte que le financement de l'État par la banque centrale, c'est-à-dire par l'intermédiaire de la presse à imprimer, n'entraîne des risques d'inflation considérables. Cette réglementation, établie pour la première fois dans le traité de Maastricht, est également due en grande partie à l'influence allemande.

Cette base commerciale de la monnaie commune, du moins selon une opinion largement répandue en Allemagne, s'érode de plus en plus, et les dangers augmentent, outre le danger d'inflation, celui d'une augmentation inappropriée de la demande de ressources économiques et financières allemandes. Le paquet d'aide de Corona devient ainsi le présage d'une "union de la dette" dans laquelle les dépenses publiques déterminées au niveau national sont financées par une dette européenne commune ("euro-obligations"). L'économie la plus importante et la plus forte d'Europe serait sans doute la plus touchée. Il n'est donc pas surprenant que les politiques de la BCE aient fait l'objet de nombreux litiges devant la Cour constitutionnelle allemande depuis 2012.

Le terme "union de transfert" fait craindre, surtout en Allemagne, que, par exemple, les dettes publiques italiennes ou espagnoles, qui servent à financer les dépenses publiques italiennes ou espagnoles, devront être remboursées par l'Allemagne en cas d'urgence. Cette crainte est exploitée par les parties intéressées pour attiser l'opposition à l'intégration européenne dans son ensemble et, surtout, à la monnaie unique.

C'est pourquoi des efforts sont faits, en particulier dans les milieux gouvernementaux allemands, pour dissiper l'impression que le fonds de sauvetage de Corona est le premier pas vers une "union de transfert" européenne. Récemment, le *Süddeutsche Zeitung* a rapporté que même le ministre français de l'économie et des finances a déclaré lors du sommet économique du *Süddeutsche Zeitung* : "Nous ne construisons pas une union de transfert". Et Bruno Le Maire de souligner en même temps : "Je comprends parfaitement l'inquiétude de nombreux Allemands face à cette idée d'union de transfert".

On a l'impression que le gouvernement allemand mène des batailles défensives verbales contre l'émergence d'une union de transfert. Mais les batailles défensives verbales ne changent pas les faits réels, et elles n'influenceront l'humeur politique que si la réalité et sa description ne divergent pas. La réalité, cependant, est caractérisée par le fait que, surtout en Europe, les crises se succèdent. L'espoir que le fonds d'aide Corona reste une exception est donc trompeur dès le départ. Et chaque crise est, dans le doute, marquée par la nécessité de puiser dans les ressources financières. L'Allemagne est le pays qui dispose des ressources les plus importantes.

Les chances de succès de la "stratégie" de défense allemande ne sont donc pas très élevées, même si elle est soutenue par des membres du gouvernement français.

La seule option qui reste à l'Allemagne lors de la prochaine crise ?

Il ne faut pas beaucoup d'imagination pour imaginer qu'une telle prise de position du partenaire le plus puissant économiquement remettrait en question l'existence de l'euro et donc probablement de l'UE dans son ensemble. Une telle politique serait donc concevable au pire dans le cas peu probable où l'AfD, populiste de droite, prendrait le contrôle du gouvernement fédéral. Et l'auteur

ose prédire que même ce parti éviterait les conséquences de la destruction de l'euro et de l'UE.

La politique européenne allemande ne peut donc pas sortir de ce dilemme ?

Oui, il y en a un, et il consiste à reprendre les propositions françaises pour un développement ultérieur de l'Europe. Ces propositions n'étant jusqu'à présent que sommairement esquissées, l'Allemagne a toute latitude pour proposer ses propres idées.

Où devrait mener ce développement de l'Europe ?

Il faudra que l'Union européenne soit organisée au niveau fédéral et qu'elle assume les tâches qu'aucun État membre de l'UE ne peut accomplir seul. La politique étrangère et de défense en fait partie, mais aussi les options fiscales qui, notamment en cas de crise, soutiennent les citoyens et les entreprises européens. Un gouvernement européen pourra le faire beaucoup plus rapidement, plus efficacement et de manière plus ciblée sur la base de sa propre compétence fiscale et de sa propre capacité sur le marché des capitaux que ce qui est actuellement possible grâce à des programmes issus de compromis nationaux laborieux, non seulement mais aussi parce qu'il ne serait pas dépendant de leur mise en œuvre par les gouvernements nationaux qui sont souvent secoués par les troubles politiques.

Un chemin difficile, certes - mais le seul moyen de dissiper les craintes allemandes d'une union de transfert.

Wolfgang Vonnemann, démocrate-chrétien allemand et ancien membre de la Fondation Konrad Adenauer, travaille professionnellement comme avocat à Berlin et s'intéresse depuis un certain temps à l'Europe et en particulier au développement du processus d'unification européenne (<https://createeurope.de>).